

1

(N° 419)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 JUILLET 1920.

**Projet de loi modifiant l'article 7 de la loi du 18 mars 1838
portant organisation de l'École militaire.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'article 7 de la loi du 18 mars 1838 détermine la composition organique du personnel attaché à l'École militaire.

Cette composition ne répond plus aux besoins actuels et en fait, avant la guerre déjà, le cadre organique de l'École s'écartait notablement de celui prévu par la loi. C'est ainsi qu'il y avait vingt-huit répétiteurs et maîtres adjoints, alors que, d'après la loi, il ne pouvait y en avoir que quatorze au plus. Le personnel en surnombre était détaché à l'École militaire, par désignation ministérielle et de ce fait ne pouvait prétendre aux avantages moraux et matériels, prévus par la loi, pour l'exercice des fonctions occupées.

L'augmentation du personnel reconnue nécessaire avant la guerre, se fait sentir actuellement d'une manière plus impérieuse encore, par suite de l'obligation pour l'École, non seulement d'instruire les promotions ordinaires destinées à alimenter le cadre des officiers des armes, mais encore de compléter l'instruction technique des nombreux officiers nommés pendant la guerre, sans avoir passé par l'École.

Il convient donc de sanctionner par une loi l'augmentation du personnel, afin de le mettre à hauteur des nécessités du service et de pouvoir accorder aux titulaires les avantages moraux et matériels afférents aux charges occupées.

L'augmentation du personnel intéresse l'État-Major de l'École et le personnel enseignant.

1° État-Major.

a) CRÉATION D'UN EMPLOI D'OFFICIER SUPÉRIEUR ADJOINT A LA DIRECTION DES ÉTUDES.

L'article 7 prévoit que les fonctions de Commandant de l'École et de Directeur des études peuvent être réunies.

Dans ce cas, il a été reconnu indispensable d'adjoindre à la Direction des études un officier supérieur, chargé, sous le contrôle du Directeur des études :

1° De l'organisation générale des études : répartition des cours entre les différentes années; tableaux de l'emploi du temps; organisation des voyages d'études et des travaux pratiques; contrôle du service des inspecteurs des études;

2° De l'organisation des examens d'admission;

3° De l'étude des questions se rapportant à l'enseignement, au personnel enseignant, à l'outillage scientifique des laboratoires et musées.

L'article 7 de la loi de 1858 devra donc être modifié comme suit :

Après les mots : « Un Directeur des études », ajouter les mots : « Un officier supérieur adjoint à la Direction des études » (lorsque les fonctions de Commandant de l'École et de Directeur des études sont réunies).

b) AUGMENTATION DU NOMBRE DES INSTRUCTEURS ADJOINTS A PORTER DE DEUX A QUATRE.

L'article 7 ne prévoit que deux instructeurs adjoints.

Ce nombre est insuffisant et, en réalité, avant la guerre, il y avait quatre instructeurs adjoints, de façon à ce qu'il y ait pour chacune des promotions des deux premières années d'études, un officier chargé, sous la direction de l'instructeur, de l'instruction militaire théorique et pratique de sa promotion.

L'article 7 a donc été amendé en conséquence.

c) AUGMENTATION DU NOMBRE DES INSPECTEURS DES ÉTUDES.

L'article 7 ne prévoit que quatre inspecteurs des études.

D'après l'article 9 de l'arrêté royal du 13 avril 1840, les inspecteurs des études ont la surveillance générale des études d'une division ou promotion.

Il est donc indispensable qu'il y ait un inspecteur des études par promotion. Il en était ainsi, d'ailleurs, avant la guerre, et le nombre des inspecteurs des études était de six. C'est le chiffre qu'il convient d'introduire dans la loi.

d) CRÉATION D'UN EMPLOI D'OFFICIER BIBLIOTHÉCAIRE.

Avant la guerre, et en vertu de l'article 19 de l'arrêté royal du 13 avril 1840, le soin de la bibliothèque était confié à un des professeurs ou à un employé

En fait, c'était généralement un des maîtres de langues qui en avait la gestion.

La bibliothèque a pris, depuis sa fondation, une énorme extension, et les fonctions de bibliothécaire exigent, à l'heure actuelle, une compétence spéciale et une véritable initiation. On ne peut plus songer à confier ces fonctions à un professeur déjà suffisamment absorbé par l'élaboration de ses cours. D'autre part, un maître de langue n'aura que très rarement la compétence voulue pour diriger avec fruit, une bibliothèque d'un caractère aussi spécial que celle de l'Ecole militaire, et sa gestion se bornera au contrôle des entrées et sorties.

La gestion de la bibliothèque, comportant l'établissement rationnel des catalogues, l'examen des livres proposés à l'achat par les éditeurs etc., a été confiée à un officier, qui par sa culture générale développée, est à même de remplir avec compétence, les fonctions de bibliothécaire.

L'article 7 nouveau consacre cette nouvelle fonction.

**e) CRÉATION D'UN OFFICIER CHARGÉ DU CASERNEMENT, DU MÉNAGE
ET DE L'HABILLEMENT.**

Avant la guerre, ces fonctions étaient distinctes et remplies par des instructeurs adjoints.

Il a été reconnu nécessaire de centraliser ces services si importants, dans les mains d'un officier, de façon à permettre aux instructeurs adjoints de se consacrer uniquement à l'instruction militaire théorique et pratique des élèves de leur promotion.

Les emplois de bibliothécaire et d'officier de casernement seront remplis autant que possible par des officiers inaptes au service armé.

f) EMPLOYÉS NÉCESSAIRES POUR LE SERVICE DES LABORATOIRES.

Vu l'extension prise depuis sa fondation par les différents laboratoires, notamment par les laboratoires de chimie, de physique, de mécanique, de construction, d'artillerie et de fortification, il a été reconnu nécessaire d'adjoindre à chacun des chefs de laboratoire, en principe les professeurs du cours, des préparateurs.

Le nombre de ceux-ci dépend essentiellement des services du laboratoire.

L'article 7 de la loi a été amendé en conséquence.

2° Enseignement.

a) NOMBRE DE PROFESSEURS.

L'article 7 de la loi de 1838 décide que le nombre de professeurs ne dépassera pas 18.

Ce nombre est insuffisant :

1° A cause de l'introduction de cours nouveaux, notamment celui de littérature flamande (en vertu de la loi du 31 juillet 1913, réglant l'usage des langues dans l'armée), et celui d'éducation physique ;

2° Par suite de l'augmentation du nombre de promotions, résultant de l'obligation pour l'école, de compléter les études des officiers nommés pendant la guerre.

De ce fait, un très grand nombre de cours ont dû être dédoublés, vu l'impossibilité pour les titulaires effectifs de donner deux fois leur cours, et ce sont les répétiteurs qui donnent une partie des cours. Il convient de leur donner les avantages moraux et matériels attachés à la charge de professeurs, et pour cela, il faut augmenter le nombre de ceux-ci, et le porter à 30.

L'article 7 a donc été modifié en conséquence.

b) NOMBRE DE RÉPÉTITEURS.

Le nombre des répétiteurs est de 14 au plus, en vertu de la loi de 1838. Ce chiffre est dérisoire, et en réalité, comme il a été exposé plus haut, il y avait avant la guerre 28 répétiteurs.

Il est difficile de fixer au nombre de répétiteurs une limite invariable, attendu qu'il est influencé, non seulement par le nombre et la diversité des cours, mais surtout par le nombre des élèves, ce dernier étant loin de rester constant.

Les répétiteurs ont pour mission essentielle d'exercer une action sur les élèves pris individuellement, soit en les interrogeant, soit en examinant leurs travaux.

S'il y a beaucoup d'élèves, il faut plus de répétiteurs et on constate que lorsqu'il y a manque de répétiteurs le rendement d'une promotion diminue immédiatement.

Le nombre de répétiteurs ne sera donc pas fixé par la loi, il sera déterminé d'après les circonstances et les nécessités du service.

Les emplois de répétiteurs ne seraient confiés, pour autant que ce soit possible, qu'à des officiers ou anciens officiers.

Telles sont les modifications proposées à l'article 7 de la loi de 1838 et sur lesquelles il importe de prendre d'urgence une décision.

Le Ministre de la Défense Nationale,

P.-E. JANSON.

Projet de loi modifiant l'article 7 de la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'École militaire.

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 7 der wet van 18^{de} Maart 1838, houdende inrichting der Militaire School.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives :

ARTICLE UNIQUE.

Le texte de l'article 7 de la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'École militaire, est remplacé par le texte ci-après :

ART. 7. — Le personnel attaché à l'École militaire se compose de la manière indiquée ci-après :

État-major.

Un commandant.	Ces fonctions peuvent être réunies.
Un directeur des études.	

Un officier supérieur adjoint à la direction des études.	Lorsque les fonctions de commandant et de directeur des études sont réunies.
--	--

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal uit Onzen naam bij de Wetgevende Kamers ingediend worden :

EENIG ARTIKEL.

De tekst van artikel 7 der wet van 18 Maart 1838, houdende inrichting der Militaire School, wordt vervangen door den volgende tekst :

ART. 7. — Het aan de Militaire School in dienst zijnde personeel is volgenderwijze aamengesteld :

Staf.

Een Commandant.	Deze betrekkingen kunnen vereenigd worden.
Een leider der studiën.	

Een hooger officier toegevoegd aan de leiding der studiën.	Wanneer de betrekkingen van commandant en van leider der studiën vereenigd zijn.
--	--

Un commandant en second, officier supérieur.	Een tweede-commandant, hooger officier.
Deux examinateurs permanents.	Twee bestendige examinateurs.
Un instructeur et quatre adjoints.	Een onderwijzer en vier toegevoegden.
Six inspecteurs des études.	Zes opzieners der studiën.
Un officier bibliothécaire.	Een officier bibliothecaris.
Un officier chargé du casernement, du ménage et de l'habillement.	Een officier belast met de kazerneering, de kazernetafel en de kleeding.
	Deze betrekkingen dienen, zooveel mogelijk, waargenomen door tot den gewapenden dienst ongeschikt zijnde officieren.
Un secrétaire.	Een Secretaris.
Deux dessinateurs.	Twee teekenaars.
Un aumônier.	Een aalmoezenier.
Un médecin.	Een geneesheer.
Les employés nécessaires pour le service intérieur et celui des laboratoires.	De noodige bedienden voor den binnendienst en den dienst in de laboratoria.

Enseignement.

L'enseignement est confié à des professeurs militaires ou civils, à des répétiteurs, officiers, anciens officiers ou civils, ayant satisfait à leurs obligations militaires, et à des maîtres, militaires ou civils.

Le nombre des professeurs est de 30 au plus.

Le nombre des répétiteurs est déterminé d'après les nécessités de l'enseignement.

Le nombre des maîtres est de six au plus.

Donné à Laeken, le 2 juillet 1920.

Onderwijs.

Het onderwijs is toevertrouwd aan militaire of burgerlijke leeraars, aan repetitors (officiëren; oud-officiëren of burgers die aan hunne militaire verplichtingen hebben voldaan) en aan militaire en burgerlijke meesters.

Het aantal leeraars bedraagt ten hoogste 30.

Het aantal repetitors hangt af van de onderwijsbehoeften.

Het aantal meesters bedraagt ten hoogste 6.

Gegeven te Laken, den 2ⁿ Juli 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense Nationale,

VAN 'S KONINGS WEGE

De Minister van Landsverdediging,

P.-E. JANSON.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 JULI 1920.

Wetsontwerp ter wijziging van artikel 7 der wet van 18 Maart 1883,
houdende inrichting der Militaire school.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Artikel 7 der wet van 18 Maart 1838 bepaalt de organieke samenstelling van het personeel werkzaam aan de Militaire school.

Deze samenstelling komt niet meer overeen met de huidige behoeften en feitelijk was het organiek kader der school reeds, vóór den oorlog, in merkelijke mate verschillend van dit door de wet voorzien. Zoo waren er acht-en-twintig repetitors en toegevoegde meesters, wanneer er, volgens de wet, maar ten hoogste veertien mochten zijn. Het personeel in overtal was aan de Militaire school werkzaam bij ministerieele aanstelling en kon dus geen aanspraak maken op de zedelijke en stoffelijke voordeelen, door de wet voorzien, wegens het waarnemen der bekleede betrekking.

De personeelvermeerdering, vóór den oorlog noodzakelijk bevonden, blijkt thans nog meer dringend ten gevolge van de verplichting, vanwege de school, niet alleen het onderwijs te geven aan de gewone promoties bestemd om het officieren-kader der wapens aan te vullen, doch ook het technisch onderwijs te volledigen der talrijke officieren die onder den oorlog benoemd zijn zonder de school te hebben gevolgd.

De personeelverhooging dient dus door eene wet bekrachtigd om het personeel op de hoogte te voeren der dienstvereischten en om aan de titelvoerders de zedelijke en stoffelijke voordeelen kunnen te verleen die aan de bekleede betrekking verbonden zijn.

De personeelvermeerdering geldt voor den Staf der School en voor het onderwijspersoneel.

1^o Staf.**a) NIEUWE BETREKKING VAN HOOGER OFFICIER TOEGEVOEGD AAN
DE LEIDING DER STUDIËN.**

Artikel 7 voorziet dat de betrekkingen van Commandant der School en van leider der studiën kunnen vereenigd zijn.

Er werd bevonden dat het in dit geval, noodzakelijk is aan den leidingdienst der studiën een hooger officier toe te voegen die, onder toezicht van den leider der studiën, belast is : 1^o met de algemeene inrichting der studiën : indeeling der leergangen over de verschillende jaren — tabellen der leeruren — inrichting der studiereizen en der practische werken, toezicht over den dienst der opzieners der studiën; 2^o met de inrichting der opnemings-examens; 3^o met de studie der vraagstukken aangaande het onderwijs, het onderwijspersoneel, de wetenschappelijke werktuigen der laboratoria en der musca.

Artikel 7 der wet van 1838 dient dus volgenderwijze gewijzigd :

Na de woorden « Een leider der studiën » bijvoegen « Een hooger officier toegevoegd aan de leiding der studiën (wanneer de betrekkingen van Commandant der School en van Leider der Studiën vereenigd zijn).

**b) VERHOOGING VAN HET AANTAL TOEGEVOEGDE ONDERWIJZERS,
OP TE VOEREN VAN 2 TOT 4.**

Artikel 7 voorziet slechts 2 toegevoegde onderwijzers.

Dit getal is ontoereikend en in werkelijkheid waren er, vóór den oorlog, 4 toegevoegde onderwijzers, zoodat er voor elke promotie der twee eerste studie-jaren een officier weze, die onder de leiding van den onderwijzer, met het theoretisch en practisch militair onderwijs zijner promotie is belast.

Artikel 7 werd dus in dien zin gewijzigd.

c) VERMEERDERING VAN HET AANTAL OPZIENERS DER STUDIËN.

Artikel 7 voorziet slechts 4 opzieners der studiën.

Volgens artikel 9 van het koninklijk besluit van 13 April 1840 houden de studieopzieners het algemeen toezicht over de studiën eener afdeeling of eener promotie.

Het is dus noodzakelijk dat er een opziener der studiën weze per promotie. Zoo was het trouwens vóór den oorlog en het aantal opzieners der studiën bedroeg zes. Dat is het getal dat in de wet dient ingeschreven.

d) NIEUWE BETREKKING VAN OFFICIER-BIBLIOTHECARIS.

Vóór den oorlog, en krachtens artikel 19 van het koninklijk besluit van 13 April 1840, was het toezicht over de bibliotheek toevertrouwd aan een der leeraars of aan eenen bediende. Feitelijk was het doorgaans een der meesters in de talen, die er het bestuur van waarnam

Sedert wanneer zij bestaat is de bibliotheek uitermate aangegroeid en de dienst van bibliothecaris vergt heden bijzondere bevoegdheid en diepe kennis. Er mag niet meer aan gedacht worden dit ambt toe te vertrouwen aan een leeraar, die reeds werk genoeg heeft met het opmaken zijner leergangen. Anderzijds, zal een meester in de talen maar zeer zelden de vereischte bevoegdheid bezitten om eene bibliotheek, van zulken bijzonderen aard als deze der Militaire School, met vrucht te besturen, en zijn beheer zal zich bepalen tot het toezicht over de binnenkomende en uitgeleende werken.

Het bestuur der bibliotheek, waarin is begrepen het redematig opmaken der boekenlijsten, het onderzoek der door de uitgevers tot aankoop ingezonden boeken, enz., is toevertrouwd aan een officier die, door zijne uitgebreide algemeene wetenschappelijke ontwikkeling, het ambt van bibliothecaris met bekwaamheid kan vervullen.

Het nieuw artikel 7 wettigt deze nieuwe betrekking

e) NIEUWE BETREKKING VAN EEN OFFICIER BELAST MET DE KAZERNEERING,
DE KAZERNETAFEL EN DE KLEEDING.

Vóór den oorlog waren deze betrekkingen afzonderlijk in handen van toegevoegde onderwijzers.

Het is noodig gebleken van deze zóó gewichtige diensten toe te vertrouwen aan één zelfde officier, opdat de toegevoegde onderwijzers zich uitsluitend kunnen toewijden aan het theoretisch en practisch militair onderwijs van de leerlingen hunner promotie.

De betrekkingen van bibliothecaris en van kazerneerings-officier worden, zooveel mogelijk, waargenomen door officieren, ongeschikt tot den gewapenden dienst

f) BEDIENDEN NOODIG VOOR DEN DIENST DER LABORATORIA.

Gezien de uitbreiding welke de verschillende laboratoria hebben genomen sedert zij tot stand kwamen, inzonderheid de laboratoria voor de scheikunde, natuurkunde, werktuigkunde, bouwkunde, wapenleer en versterkingskunst is het noodig gebleken aan iederen laboratoriumverste in beginsel, de leeraars voor den cursus, toebereiders toe te voegen.

Hun aantal hangt hoofdzakelijk af van de diensten van het laboratorium.

Artikel 7 der wet werd in dien zin gewijzigd.

2^o Onderwijs.

a) AANTAL LEERAARS.

Artikel 7 der wet van 1838 beslist dat het aantal leeraars niet meer dan achttien bedraagt.

Dit aantal is onvoldoende : 1^o uit oorzaak van het invoeren van nieuwe leergangen namelijk dezen van Vlaamsche letterkunde (krachtens de wet van

31 Juli 1913, ter regeling van het taalgebruik in het leger) en dezen van lichamelijke opleiding; 2^o ten gevolge van 't aangroeien van het aantal promoties, voortkomend uit de verplichting voor de School, van de studiën der onder den oorlog benoemde officieren aan te vullen.

Uit dien hoofde heeft men een groot aantal leergangen moeten ontdebellen, gezien de onmogelijkheid, voor de werkelijke leeraars, hunnen leergang tweemaal te geven, en het zijn de repetitors die een gedeelte der leergangen geven. Het betaamt van hun de aan de betrekking van leeraar verbonden zedelijke en stoffelijke voordeelen te verleenen en daarom moet hun aantal vermeerderd en tot 30 opgevoerd worden.

Artikel 7 werd dus in dien zin gewijzigd.

b) AANTAL REPETITORS.

Krachtens de wet van 1838 bedraagt het aantal repetitors ten hoogste veertien. Dit getal is al te gering en in werkelijkheid waren er vóór den oorlog, zooals hierboven werd uiteengezet, acht en twintig repetitors.

Het is moeilijk voor het aantal repetitors een onveranderlijke grens af te teekenen, vermits het onder den invloed staat niet alleen van het aantal en de verscheidenheid der leergangen, maar vooral van het aantal leerlingen, daar dit laatste op verre na niet onveranderlijk blijft.

De repetitors hebben hoofdzakelijk voor opdracht zich bezig te houden met al de leerlingen, ieder alleen genomen, hetzij met hen te ondervragen, hetzij met hunne werken na te zien.

Zijn er vele leerlingen, dan is er behoefte aan meer repetitors en het bekwaamheidspeil eener promotie zakt blijkbaar wanneer er gebrek is aan repetitors.

Het aantal repetitors wordt dus niet bepaald in de wet, het zal vastgesteld worden volgens de omstandigheden en de dienstbehoefte.

De betrekkingen van repetitor zouden maar voor zooveel zulks mogelijk is, toevertrouwd worden aan officieren of gewezen officieren.

Dit zijn de voorgestelde wijzigingen aan artikel 7 der wet van 1838, waarover er eene beslissing dient getroffen zonder uitstel.

De Minister van Landsverdediging,

P.-E. JANSON.

Projet de loi modifiant l'article 7 de la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'École militaire.

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 7 der wet van 18 Maart 1838, houdende inrichting der Militaire School.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives :

ARTICLE UNIQUE.

Le texte de l'article 7 de la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'École militaire, est remplacé par le texte ci-après :

ART. 7. — Le personnel attaché à l'École militaire se compose de la manière indiquée ci-après :

État-major.

Un commandant.	} Ces fonctions peuvent être réunies.
Un directeur des études.	

Un officier supérieur adjoint à la direction des études.	} Lorsque les fonctions de commandant et de directeur des études sont réunies.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal uit Onzen naam bij de Wetgevende Kamers ingediend worden :

EENIG ARTIKEL.

De tekst van artikel 7 der wet van 18 Maart 1838, houdende inrichting der Militaire School, wordt vervangen door den volgende tekst :

ART. 7. — Het aan de Militaire School in dienst zijnde personeel is volgenderwijze aamengesteld :

Staf.

Een Commandant.	} Deze betrekkingen kunnen vereenigd worden.
Een leider der studiën.	

Een hooger officier toegevoegd aan de leiding der studiën.	} Wanneer de betrekkingen van commandant en van leider der studiën vereenigd zijn.

Un commandant en second, officier supérieur.	Een tweede-commandant, hooger officier.
Deux examinateurs permanents.	Twée bestendige examinateurs.
Un instructeur et quatre adjoints.	Een onderwijzer en vier toegevoegden.
Six inspecteurs des études.	Zes opzieners der studiën.
Un officier bibliothécaire.	Een officier bibliothecaris.
Un officier chargé du casernement, du ménage et de l'habillement.	Een officier belast met de kazerneering, de kazernetafel en de kleeding.
	Deze betrekkingen dienen, zooveel mogelijk, waargenomen door tot den gewapenden dienst ongeschikt zijnde officieren.
Un secrétaire.	Een Secretaris.
Deux dessinateurs.	Twée teekenaars.
Un aumônier.	Een aalmoezenier.
Un médecin.	Een geneesheer.
Les employés nécessaires pour le service intérieur et celui des laboratoires.	De noodige bedienden voor den binnendienst en den dienst in de laboratoria.

Enseignement.

L'enseignement est confié à des professeurs militaires ou civils, à des répétiteurs, officiers, anciens officiers ou civils, ayant satisfait à leurs obligations militaires, et à des maîtres, militaires ou civils.

Le nombre des professeurs est de 30 au plus.

Le nombre des répétiteurs est déterminé d'après les nécessités de l'enseignement.

Le nombre des maîtres est de six au plus.

Donné à Laeken, le 2 juillet 1920.

Onderwijs.

Het onderwijs is toevertrouwd aan militaire of burgerlijke leeraars, aan repetitors (officiëren, oud-officiëren of burgers die aan hunne militaire verplichtingen hebben voldaan) en aan militaire en burgerlijke meesters.

Het aantal leeraars bedraagt ten hoogste 30.

Het aantal repetitors hangt af van de onderwijsbehoeften.

Het aantal meesters bedraagt ten hoogste 6.

Gegeven te Laken, den 2ⁿ Juli 1920.

ALBERT

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense Nationale,

VAN 'S KONINGS WEGE

De Minister van Landsverdediging,

P.-E. JANSON.